
 <b>PRÉFECTURE DE POLICE</b> <i>Liberté Égalité Fraternité</i> 	Direction de l'Immobilier et de l'Environnement Bureau des Marchés Immobiliers
---	---

## Marché de Travaux

Marché de travaux pour la  
Réhabilitation des façades du  
bâtiment K\_CTPN\_Le Chesnay

## Règlement de la consultation (RC)

Consultation n° Date limite de remise des plis	E2024BMI18 lundi 1er septembre 2025 à 12 h 00
--	--

## 1. Objet du marché

### ■ Acheteur

**Préfecture de Police**  
**1 bis rue de Lutèce**  
**Paris - 75195 Cedex 04**

### ■ Description de la prestation

Le présent marché de travaux concerne la réhabilitation des façades du bâtiment K\_CTPN au Chesnay (78). L'opération consiste :

- À procéder au curage des enduits soufflés ;
- À la passivation des ferrillages suite au curage et des ferrillages visibles ;
- À l'isolation de type Foamglas ou techniquement équivalent. ;
- Au bardage de type Trespa ou techniquement équivalent. ;
- À la reprise des sous-faces ;
- À la couverture consistant au remplacement des couvertines.

Code CPV	Libellé CPV
45262690-4	Remise en état de bâtiments dégradés

### ■ Caractéristiques principales du contrat

Type de contrat	Marché de travaux
Allotissement	<ul style="list-style-type: none"><li>- Lot n°1 : Etanchéité, bardage</li><li>- Lot n°2 : Couverture</li></ul>
Tranches	Sans objet.
Lieu d'exécution	CTPN 168 rue de Versailles, Le Chesnay (78) La durée du chantier est de 4 mois dont :
Durée	<ul style="list-style-type: none"><li>- 1 mois de préparation ;</li><li>- 3 mois de travaux.</li></ul>
Nature des prix	Prix global et forfaitaire

#### ■ Allotissement

Les prestations sont décomposées en 2 lots comme suit :

- Lot n°1 : Bardage, couverture
- Lot n°2 : Etanchéité.

#### ■ Procédure de passation :

Le marché a été passé en procédure adaptée passé conformément à l'article R.2123-1 du Code de la commande publique. L'estimation du montant du marché étant inférieur au seuil des procédures formalisées, l'acheteur a choisi de passer le marché selon une procédure adaptée, conformément à l'article R.2123-1 1° du Code de la commande publique.

#### ■ Variantes obligatoire(s) imposée(s) par l'acheteur

L'acheteur public n'impose aucune variante.

#### ■ Variante(s) à l'initiative des candidats

Les variantes à l'initiative des candidats sont interdites.

#### ■ Option : Prestation Supplémentaires Eventuelles (PSE)

Le marché ne comprend pas d'option type prestation supplémentaires éventuelles.

#### ■ « Clause sociale de formation sous statut scolaire » au bénéfice de jeunes en situation de décrochage scolaire

Sans objet.

#### ■ Réponse et groupement

Les opérateurs économiques peuvent se présenter sous forme d'entreprise individuelle ou de groupement conjoint ou solidaire.

En application de l'article R.2142-21 du Code de la commande publique, il est interdit aux opérateurs économiques de présenter pour le présent marché plusieurs offres en agissant à la fois :

1° En qualité de soumissionnaires individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;

2° En qualité de membres de plusieurs groupements.

Sans préjudice du I de l'article L.2141-13 du Code de la commande publique, la composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché public. Toutefois, en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées. L'acheteur se prononce sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du

groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants ou entreprises liées présentés à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

La forme du groupement n'est pas imposée.

En application de l'article R.2142-22 du Code de la commande publique, l'acheteur impose que le mandataire du groupement conjoint soit solidaire, pour l'exécution du présent marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

Le soumissionnaire ne peut pas répondre en tant que titulaire et/ou cotraitant d'un ou plusieurs groupements. Dans le cas contraire, tous les groupements sont éliminés.

#### ■ **Délai validité des offres**

Le délai de validité des offres est de 180 Jours à compter de la date limite de réception des offres.

#### ■ **Modalités de retrait du dossier de consultation**

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil acheteur :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

#### ■ **Dossier de consultation**

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) contient les documents suivants :

- Le présent Règlement de la Consultation et ses annexes :
- *Annexe 1 : Modalités de remise des plis ;*
- Lettre de candidature (DC1) ;
- Déclaration du candidat (DC2) ;
- Déclaration de sous-traitance (DC4) ;
- Cadre de réponse technique et environnementale (CRTE) ;
- Les actes d'engagement (par lot) et ses annexes :
- *Annexe 1 : Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) (par lot) ;*
- *Annexe 2 : Bordereau de prix unitaires (BPU) (par lot) ;*
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et les annexes :
- *Annexe 1\_Ediflex*
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).
- L'ensemble des pièces contenues dans le dossier technique

#### ■ **Visite des lieux ou consultation sur place de documents**

La visite du site est obligatoire sous peine de rejet de l'offre.

Les candidats peuvent convenir d'un rendez-vous en contactant au plus tard le 24/06/2025 les correspondants suivants :

Consultation n° E2024BMI18 : Marché de travaux pour la Réhabilitation des façades du bâtiment K\_CTPN\_Le Chesnay

M. Barret Francis : [francis.barret@interieur.gouv.fr](mailto:francis.barret@interieur.gouv.fr)

M. Franck LEROY : [franck.leroy@interieur.gouv.fr](mailto:franck.leroy@interieur.gouv.fr)

[debuniteterritorialenordouest@interieur.gouv.fr](mailto:debuniteterritorialenordouest@interieur.gouv.fr)

Important : le candidat devra joindre les copies recto/verso des pièces d'identité des personnes désignées par l'entreprise lors de sa demande de rendez-vous pour la visite.

Les visites sur site se dérouleront jusqu'au 01/08/2025 inclus excepté les samedis, dimanches et jours fériés. La date de visite est fixée par la maîtrise d'ouvrage en coordination avec la maîtrise d'œuvre.

L'opérateur économique est tenu de se présenter à la visite avec le certificat de visite joint au DCE. Ce document signé doit être remis dans son offre.

Chaque candidat a droit à une seule visite. La visite est limitée à trois personnes par candidat.

Il est vivement recommandé aux candidats d'anticiper la planification de leur visite.

La date et l'heure de la visite sont communiquées aux candidats à la suite de sa prise de rendez-vous par l'acheteur.

Aucun rendez-vous n'est pris par téléphone.

Il ne sera répondu à aucune question lors de la visite.

## 2. Présentation des propositions

### ■ Modalités de remise des candidatures et des offres

Les candidatures et les offres doivent être adressées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de manière électronique sur le profil acheteur :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les modalités de remise des plis sont fixées en annexe 1 au présent règlement de consultation.

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

Le soumissionnaire est tenu de déposer un seul pli sur la plateforme de dématérialisation contenant l'ensemble des documents requis. S'il souhaite répondre à plusieurs lots, le soumissionnaire peut créer des sous-dossiers spécifiques à chaque lot soumissionné, au sein du pli. Il est rappelé que si plusieurs plis sont transmis par un même opérateur économique, seul le dernier reçu dans le délai fixé pour la remise des offres sera ouvert.

### ■ Contenu des plis

A l'appui de leur candidature, les opérateurs économiques doivent fournir :

Consultation n° E2024BMI18 : Marché de travaux pour la Réhabilitation des façades du bâtiment K\_CTPN\_Le Chesnay

Document	Descriptif
Certificats de qualification professionnelle ou équivalent	Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. Dans ce cas, le maître d'ouvrage accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats-membres.
Chiffre d'affaires	<p>Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de la création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.</p> <p>L'opérateur économique doit justifier d'un chiffre d'affaire annuel en moyenne au moins égal à 310 000 € HT sur les trois dernières années pour le lot 1 et 150 000 € HT pour le lot 2.</p> <p>En application de l'article 3 de l'ordonnance n°2020-738 du 17 juin 2020 portant diverses mesures en matière de commande publique, le pouvoir adjudicateur ne prendra pas en compte de la baisse de chiffre d'affaires intervenue au titre du ou des exercices sur lesquels s'imputent les conséquences de la crise sanitaire liée à l'épidémie de COVID-19.</p>
Déclaration des effectifs moyens	Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années.
Lettre de candidature (DC1)	Lettre de candidature-Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 disponible sur <a href="http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat">http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat</a> )
Déclaration du candidat (DC2)	Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement (DC2 disponible sur <a href="http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat">http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat</a> )
Déclaration de sous-traitance (DC4)	Seulement en cas de présentation des capacités professionnelles techniques et financières d'un sous-traitant. (DC4 disponible sur <a href="https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat">https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat</a> )
Pouvoirs	Le document attestant des pouvoirs de la personne habilitée à engager la société. Si cette personne est habilitée de droit à

Document	Descriptif
	engager la société, elle peut fournir : un extrait K bis, les statuts de la société, la délibération du conseil d'administration ou tout autre document. Si elle agit en vertu d'une délégation de pouvoir, elle devra fournir une attestation de délégation signée par la personne habilitée de plein droit à engager la société et tout document attestant que la personne qui délègue est elle-même habilitée à engager la société.
Références Travaux	Liste des travaux exécutés (5 dernières années) avec attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants, montant, époque, lieu d'exécution et précision s'ils ont été faits selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.

Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques conformément à l'article R.2143-12 du Code de la commande publique, il doit justifier des capacités de ce ou ces derniers en apportant la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du présent marché. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

L'opérateur économique peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles.

L'opérateur économique n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

En outre, pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra joindre, en plus de l'annexe à l'acte d'engagement :

- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

L'offre des candidats est composée des documents suivants :

Document	Descriptif
Acte d'engagement du lot soumissionné	Le candidat doit obligatoirement remplir l'acte d'engagement du lot soumissionné rédigé par l'acheteur joint au dossier de consultation des entreprises. Tout acte d'engagement résultant d'un modèle établi par le candidat sera automatiquement rejeté.
Décomposition du Prix Global et Forfaitaire du lot soumissionné	La décomposition du prix global et forfaitaire du lot soumissionné devra être remise au format excel ou équivalent.
Calendrier prévisionnel du lot soumissionné	Le candidat fournira un calendrier prévisionnel d'exécution des travaux du lot soumissionné détaillé.
Certificat de visite	Certificat de visite
Mémoire technique du lot soumissionné	<p>L'offre technique du candidat doit être établie et rédigée en répondant à l'ensemble des critères d'attribution énoncés au présent règlement de consultation, accompagnée des pièces requises.</p> <p>Le mémoire technique a pour objet de juger la qualité technique de l'offre de l'entreprise. Les renseignements indiqués dans ce mémoire technique explicatif doivent être seulement et strictement liés à l'opération objet de la présente consultation. Ils ne doivent pas être de simples énumérations de l'organisation des moyens généraux de l'entreprise.</p> <p>Afin de faciliter la lecture et la compréhension de son offre, il est demandé à chaque candidat de rédiger sa réponse technique en respectant strictement l'ordonnancement et les intitulés des sous critères figurant dans le règlement de consultation. Il est attendu du candidat à ce qu'il réponde clairement et exhaustivement à chaque sous-critère pour permettre d'apprécier au mieux son offre.</p> <p>Seules les réponses à ces points seront prises en compte pour les notations du critère « valeur technique ».</p> <p>Le non-respect des sous-critères est susceptible d'affecter la note technique du candidat en cas de réponse confuse ou désordonnée.</p>



### 3. Jugement des offres

#### ■ Critères de sélection des candidats

Les candidatures seront analysées et sélectionnées en fonction des critères suivants :

Critère	Complément
1. Garanties et capacités techniques, professionnelles et financières	

#### ■ Critères de jugement des offres

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

Critère	Complément
<b>1. Prix (pondération 40%)</b>	<p>Le nombre de points attribué au candidat sera obtenu au moyen de la formule suivante :</p> <p><b>Note = Note max * (Prix solution moins élevée HT / Prix solution analysée HT) <sup>3</sup> X 100</b></p> <p>(*) Sous réserve que l'offre ne soit pas anormalement basse</p> <p>Cette note sur 100 points sera ensuite pondérée à 40% pour obtenir la note finale pour le critère prix.</p>
<b>2. Valeur technique (pondération 60%)</b>	<p>Valeur technique sera notée sur 100 points avec une pondération à 60% en fonction des sous-critères suivants :</p>
2.1 Moyens humains dédiés au chantier (20 points)	<p>Seront pris en compte lors de l'analyse de ce sous-critère :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- L'organigramme opérationnel du chantier pour la conduite générale des travaux ;</li><li>- L'identification, les qualifications ainsi que l'expérience de l'interlocuteur unique et du chef de chantier ;</li><li>- L'identification, les qualifications ainsi que l'expérience de l'équipe dédiée au chantier.</li></ul>
2.2 Méthodologie d'exécution et organisation (45 points)	<p>Seront pris en compte lors de l'analyse de ce sous-critère :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Le phasage de l'ordonnancement et des tâches d'intervention et la prise en compte de la spécificité de l'opération en site occupé et des contraintes opérationnelles sur les postes techniques.</li></ul>
2.3 Pertinence du planning d'exécution des prestations (25 points)	<p>Seront pris en compte lors de l'analyse de ce sous-critère :</p> <p>Le délai d'exécution figurant au planning prévisionnel ; optimisation du planning prévisionnel.</p>

Critère	Complément
	La cohérence entre les différentes phases et sous-phases de réalisation du chantier.
2.4 Mesures prises en matière environnementale (10 points)	<p>Seront pris en compte lors de l'analyse de ce sous-critère :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les moyens mis en œuvre pour réduire la production des déchets (Présence de bennes, fabrication sur mesure)</li> <li>- Détail des moyens mis en œuvre par le soumissionnaire pour réaliser un chantier à faible impact environnemental, en indiquant notamment les mesures prises pour le respect de l'environnement et de lutte contre les nuisances pendant l'exécution des travaux (nettoyage du site, lutte contre la poussière, réduction du bruit).</li> <li>- Détail par le soumissionnaire des éléments permettant d'assurer une traçabilité des circuits de mise en décharge (tri sélectif, centre de tri, bordereau de suivi des déchets).</li> <li>- La méthodologie et l'organisation relatives à l'élimination, au retraitement et à la valorisation des déchets sont précisées. Le soumissionnaire mentionne également les sites et prestataires d'élimination, de retraitement et de valorisation des déchets.</li> <li>- La méthodologie pour la tenue des abords du site (protection des voiries, du mobilier urbain et des avoisinants) est présentée.</li> </ul>

#### ■ **Négociations**

L'acheteur se réserve la possibilité de négocier avec les candidats. En cas de négociation, une (ou plusieurs) phase(s) de négociations aura (ont) lieu dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats.

A cette occasion, l'acheteur public négociera par voie dématérialisée ou par réunion dans les locaux de la Préfecture de police avec les candidats ayant déposé une offre. L'acheteur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation, conformément à l'article R.2123-5 du code de la commande publique.

En tout état de cause, en cas de négociation, le candidat s'engage sur les réponses qu'il aura fournies dans le cadre de la négociation.

## **4. Attribution du marché**

Le marché sera attribué à l'opérateur économique ayant proposé l'offre économiquement la plus avantageuse.

En cas d'égalité entre les soumissionnaires à l'issue de l'analyse des offres, l'offre retenue sera celle du soumissionnaire ayant obtenue la meilleure note au critère le plus fortement pondéré.

Avant notification du contrat, l'attributaire doit fournir les documents suivants :

Consultation n° E2024BMI18 : Marché de travaux pour la Réhabilitation des façades du bâtiment K\_CTPN\_Le Chesnay

Document	Descriptif
Pièces à fournir par le candidat retenu	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Une attestation d'assurance couvrant les prestations objet du marché en cours de validité</li> <li>▪ Un relevé d'identité bancaire ou postal (RIB ou RIP)</li> <li>▪ Dans le cas où l'immatriculation de l'entreprise au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Répertoire des Métiers (RM) est obligatoire, ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants (article D 8222-5 du code du travail) : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) de moins de trois mois ou le numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion</li> <li>○ Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers</li> <li>○ Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente.</li> <li>○ Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.</li> </ul> </li> <li>▪ Dans le cas où il n'est pas tenu de s'immatriculer au RCS ou au RM et n'est pas en mesure de produire un extrait K ou Kbis ou une carte d'identification justifiant de son inscription au RM, le candidat individuel ou le membre du groupement doit produire le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises.</li> <li>▪ Attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes et contributions ou cotisation sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique). Le soumissionnaire établi à l'étranger produit un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine.</li> <li>▪ Le cas échéant, le soumissionnaire produit les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail.</li> </ul>

Document	Descriptif
	Si le candidat retenu a présenté un ou des sous-traitants, il doit également joindre à ses propres certificats, les certificats de son ou ses sous-traitants.

## 5. Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard le 20/08/2025, une demande sur le profil acheteur.

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer au plus tard le 22/08/2025 des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

Afin de respecter l'égalité des candidats devant l'accès à l'information, toute demande de renseignement recevable formulée par un candidat, sous réserve que cette demande ne contienne pas d'informations qui relèveraient du secret commercial et industriel ou de la vie privée, ainsi que la réponse qui lui est transmise, l'est aussi auprès des autres candidats.

Remarque : il est rappelé aux candidats qu'en cas de retrait anonyme du dossier de consultation sur la plate-forme de dématérialisation, le candidat n'aura pas accès aux différentes correspondances, et notamment la publication des questions/réponses ou encore la modification du dossier de consultation en cours de marché. Ces correspondances seront adressées uniquement aux candidats identifiés.

La responsabilité du Pouvoir Adjudicateur ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse e-mail erronée ou n'a pas communiqué d'adresse électronique ou s'il n'a pas consulté ses messages en temps et en heure.

Il est précisé aux candidats que les réponses et précisions apportées par l'acheteur dans le cadre la consultation ont une valeur contractuelle lorsqu'elles portent sur les pièces contractuelles telles qu'elles sont énoncées au CCAP.

### ■ Voies et délais de recours

Tribunal Administratif de Paris  
7, rue de Jouy  
Paris 75004  
Téléphone : 01 44 59 44 00  
Site internet : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr)

■ **Organe chargé des procédures de médiation**

Le Médiateur des entreprises

98-102, rue de Richelieu

75002 PARIS

Téléphone : 01 53 17 89 92

Site internet : [www.mediateur-des-entreprises.fr](http://www.mediateur-des-entreprises.fr)